



Texte adopté par le Conseil Syndical du 8/01/2011

## **Budget de pénurie**

La répartition des postes par académie publiée par le ministère donne la juste mesure de la politique aveugle et sans ambition éducative du gouvernement. Fait historique, dans tous les départements, malgré l'augmentation du nombre d'élèves, d'inquiétantes coupes sombres sont faites, confirmant le non-remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite. Dans le premier degré, ce sont 8 967 enseignants qui disparaîtront, -156 en Haute Normandie.

Dans ce cadre, l'enseignement privé sera encore favorisé puisqu'il ne supportera que 1600 suppressions d'emplois (-10% au lieu des 20% - 3200 postes - qu'il devrait supporter). De plus, le sénateur Carle a fait adopter le transfert de 4 000 000 d'€uros du budget public en faveur de l'enseignement privé, ce qui représente 250 emplois.

Les postes servant à scolariser les moins de trois ans, ceux affectés aux RASED, au remplacement, à l'enseignement des langues vivantes, aux maîtres- formateurs et conseillers pédagogiques vont être sévèrement robotés. Des postes-classe vont être supprimés augmentant mécaniquement le nombre d'élèves par classe.

Cette asphyxie dont est victime l'école n'est pas de nature à lutter contre les inégalités scolaires que PISA a relevé de manière alarmante. Les élèves en difficulté, trop souvent issus des milieux défavorisés n'ont pas à payer la facture de cette politique éducative absurde. Ils devraient au contraire être la priorité de notre pays. Il est inacceptable que l'engagement professionnel des enseignants ne soit pas reconnu et soutenu.

Dans notre département comme dans beaucoup d'autres le report des opérations de carte scolaire après les élections rendra difficile les mobilisations en ce début d'année. Nous mettrons tout en œuvre pour informer les collègues au fur et à mesure que les informations nous parviendront : publications, lettre électronique...

Le 20 janvier lors de la journée nationale d'action contre la précarité dans la fonction publique le SNUipp-FSU appelle les personnels à participer aux actions pour peser sur les négociations.

La mobilisation du 22 sera une première étape de protestation contre le budget 2011, mais les différentes actions prévues ce jour-là ne seront pas une fin en soi et des suites sont d'ores et déjà à envisager et à décider .

Les contacts avec les autres syndicats devront permettre d'envisager rapidement une journée de grève nationale, début février, dans un cadre unitaire, il est en effet difficile d'imaginer que le SNUipp aille seul à la bataille sur la question budgétaire que tout le monde dénonce.

Dans un contexte aussi alarmant le SNUipp 76 estime qu'une journée de grève unitaire, en février, dans un premier temps puis une manifestation nationale, en mars, sont nécessaires pour porter haut et fort l'ambition de réussite de tous les élèves.

Le SNUipp 76 proposera à la FSU de prendre contact avec les organisations syndicales et fédérations de parents d'élèves du département pour discuter de l'organisation de la mobilisation départementale.